

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Marchés spontanés : les pouvoirs publics se seraient-ils résignés ?

MIKOLO MIKOLO
Libreville/Gabon

C'EST un véritable ras-le-bol qu'expriment de nombreux piétons dans les principaux carrefours et échangeurs de Libreville. Du carrefour Derrière-la-prison à ceux de Léon-Mba, Bambouchine, de la Gare-routière notamment, en passant par les échangeurs des Charbonnages, Nzeng-Ayong, Awendjé et autres IAI, sans oublier l'entrée de la Cité-Mebiame (PK 5), celle de la Sga au PK 8, etc., les abords des voies publiques sont transformés abusivement en sites d'activités commerciales informels.

"Certes, les commerçantes, tout en exerçant dans l'anarchie, peuvent ne pas avoir forcément tort du fait que les espaces commerciaux font défaut pour les accueillir. Mais, leur comportement, blâmable néanmoins, entraîne l'encombrement des trottoirs. Les chaussées se rétrécissent. Les piétons sont obligés d'affronter les véhicules sur la chaussée", s'indigne Hugues, rencontré sous l'échangeur des Charbonnages. En l'absence d'étals, de nombreuses commerçantes dont certaines s'abritant sous les parasols, exposent leurs marchandises à même le sol. En plus de l'occupation anarchique des trottoirs, les commerçantes s'installent même sous les échangeurs. Le cas des Charbonnages, sans se soucier des règles de sécurité et d'hygiène au moment où tout le monde parle et subit les effets du coronavirus. Là-bas, le respect des mesures barrières est un vain slogan. On peut compter sur les bouts des doigts les usagers de cet endroit qui portent la bavette. Comme dans plusieurs autres lieux d'activités commerciales, les gestes barrières y sont proprement ignorés...

"C'est invivable ce que nous affrontons chaque jour ici. Pour se frayer un chemin pour atteindre le grand marché de Mont-Bouët, nous sommes obligés de nous faufiler ou de faire le saute-mouton entre les produits alimentaires", s'emporte une femme au carrefour Léon-Mba. Où il n'est vraiment pas aisé de circuler tant à pied qu'en véhicule à cause de l'anarchie imposée par les vendeurs. Tous, en plusieurs endroits, obstruent les entrées de certaines surfaces commerciales. Un comportement qui irrite non seulement les propriétaires de magasins, mais aussi de nombreux observateurs. "L'opération " libérez les trottoirs " fut une bonne initiative. Parce que les gens circulaient librement. Quelle est la raison qui a poussé les autorités compétentes à baisser les bras dans le maintien de l'ordre par une surveillance quotidienne?", interroge Jean-Marie. L'existence des marchés spontanés au bord des voies publiques dans les carrefours et au niveau des échangeurs, particulièrement les après-midi, reste un phénomène qui touche plusieurs capitales africaines. En sus de l'insuffisance de sites qui ne suivent pas toujours la croissance démographique de ces municipalités, "C'est l'incivisme des populations qui est à l'origine de ce mal (...). Il faut que nos gouvernants passent par la répression pour mettre fin à ce désordre", suggère Oyono, cadre du privé. En supposant que la répression soit la solution miracle, est-ce pour autant que le mal serait conjuré, quand on sait que ces hommes et femmes ont besoin d'espaces pour continuer à exercer leurs activités commerciales pour se prendre en charge? Ce phénomène serait-il la conséquence d'une certaine résignation des pouvoirs publics face au manque de marchés municipaux?



Comme ici à IAI, plusieurs carrefours et échangeurs sont transformés anarchiquement en marchés spontanés.

La construction de nouveaux marchés s'impose

MM
Libreville/Gabon

LES marchés existants étant souvent saturés à Libreville, de nombreuses commerçantes investissent carrefours et échangeurs pour écouler leurs produits. Au mépris des normes d'hygiène et de sécurité des usagers. En 2009-2010, l'Hôtel de Ville de Libreville initia l'opération "Libérez les trottoirs". Les différentes équipes qui s'y sont succédé depuis lors ont quasiment adopté cette vision sans jamais atteindre les résultats escomptés. Et cela pour diverses raisons, les commerçants étant toutefois accusés, à tort ou à

raison, d'être les principaux responsables de ce désordre. Faut-il alors faire de la répression pour mieux éduquer ces opérateurs, comme le suggère Aristide? "La répression est la meilleure manière de ramener chacun à sa place. Il est souhaitable également que nos gouvernants mettent en place la police de proximité qui, naguère, faisait respecter la loi...". Ici, apparaît donc la nécessité de sanctionner. Mais de l'autre, il faut bien que les pouvoirs publics songent également à construire de nouveaux marchés dans des sites appropriés, afin de désengorger les carrefours et autres échangeurs érigés en lieux de commerce.